



Fabio Spirinelli

En Europe, l'apparition de gouvernements conservateurs et d'extrême droite, comme en Pologne ou en Hongrie, a eu un effet très visible sur la politique de mémoire. L'histoire ne sert plus à développer un esprit critique, mais elle est placée au service de visées nationalistes.

On le voit bien dans le cas des musées, comme celui de la Seconde Guerre mondiale à Gdansk, relaté par son ancien directeur Pawel Machcewicz dans un livre publié en 2018 („Der un-kämpfte Krieg“). L'historien polonais, licencié par le gouvernement polonais en 2017, retrace le processus de création et les tractations du camp national-populiste en Pologne pour changer le concept du musée. Au lieu d'une approche comparative européenne et d'une narration qui se concentrerait sur le sort de la population civile, le gouvernement nationaliste du parti PiS préfère une narration imbibée d'une vision simpliste soustraite du contexte européen, d'une glorification du passé, d'une victimisation collective. Pourtant, depuis des années, des historiens polonais publient des textes critiques qui ne correspondent pas à de tels récits.

En tant qu'historien, j'ai été surpris par le contenu d'une résolution du Parlement européen du 19 septembre, portant sur la „importance of European remembrance for the future of Europe“. La résolution a été adoptée par une large majorité au Parlement, de l'extrême droite jusqu'à la gauche. Les médias n'en ont guère parlé; une lettre ouverte, signée entre autres par des historiens, a été publiée sur le site du journal belge *La Libre* le 2 octobre, protestant contre „une Histoire officielle dictée par le Parlement“.

Une interprétation arbitraire du passé

Le titre de la résolution propose de créer un lien entre le passé – ou plus exactement une mémoire de ce passé – et l'avenir de l'Europe. Le texte contient des déclarations qui sont anodines pour un document politique, comme l'importance de commémorer les victimes des guerres ou la critique de l'usage de symboles nazis. Pourtant, à plusieurs endroits, la résolution fait éclater au grand jour une sélection et interprétation arbitraire du passé à des fins politiques. C'est le cas, par exemple, lorsque la résolution présente le traité de non-agression entre l'Allemagne nazie et l'URSS d'août 1939 comme une cause directe de la guerre. Ce traité scellait le sort de la Pologne et divisait ce pays dans une sphère soviétique et une sphère allemande. Mais en parlant de causes directes, il faut déjà opérer des choix qui risquent de manquer de rigueur méthodologique. Ce qui manque d'être relevé, par exemple, c'est la passivité de la France et de la Grande-Bretagne face à l'invasion de la Pologne;

L'histoire du temps présent

L'utilisation politique de l'histoire par le Parlement européen



La Maison de l'histoire européenne, anciennement Institut dentaire George Eastman, dans le Parc Léopold, à Bruxelles

une passivité qui avait déjà permis à Hitler d'annexer l'Autriche et d'incorporer des territoires de la Tchécoslovaquie. Une passivité aussi qui avait un impact sur la politique extérieure de Staline. La „préhistoire“ de la guerre est donc plus complexe que le texte ne le laisse entrevoir.

Or, les problèmes ne s'arrêtent pas là. Le Parlement lance un appel à établir le 25 mai comme la „Journée internationale des héros de la lutte contre le totalitarisme“. Ce jour est en effet l'anniversaire de „l'exécution du héros d'Auschwitz“ Witold Pilecki. Sans parler du fait que le choix de ce personnage reste obscur, la journée devrait fournir „a clear example of the correct attitude to take in the face of the threat of totalitarian enslavement“. De telles proclamations pourraient provenir de la plume de la droite conservatrice en Pologne. Elle ne permet pas de vision nuancée de la guerre.

Entre accusation et embellissement

Le document ne manque pas non plus de coups contre la Russie. Certes, il s'agit d'un pays autoritaire où le gouvernement n'a pas manqué de réhabiliter l'héritage soviétique, de recourir à la répression pour étouffer toute critique dans son pays, de réaliser une politique de discrimination envers des minorités. Mais il faut alors faire un choix. Soit on passe

une résolution qui se limite à l'UE, soit on vote une résolution qui critique tous les pays autoritaires existants. Le texte lance même un appel à la société russe de finalement surmonter („come to terms with“) son passé. Mais est-ce que l'on a déjà réussi au sein de l'UE ? On accuse les dirigeants russes de tordre les faits historiques, mais est-ce que d'autres gouvernements en Europe ne le font pas ? Qu'en est-il du gouvernement des États-Unis qui ne se gêne pas de diffuser des fake news, tout comme le gouvernement russe ?

En effet, l'UE n'est pas considérée de façon critique. Son histoire est perçue à travers une perspective téléologique et déformée en une histoire du triomphe de la démocratie et des droits humains. Les conflits violents aux Balkans dans les années 1990 ou les liens avec les dictatures en Espagne et au Portugal, en place jusque dans les années 1970, ne sont pas mentionnés. Ce qui préoccupe encore plus, c'est la mention, à côté de l'UE, de l'alliance militaire OTAN pour souligner que les pays de l'Europe centrale et orientale auraient rejoint „la famille européenne de pays libres et démocratiques“. Mais qui décide quel pays appartient à quelle „famille“ ? La Russie, pourtant fortement imbriquée dans l'histoire européenne, n'en fait-elle pas partie ? Un tel discours s'avère d'autant plus problématique que l'OTAN n'est pas une organisation de paix, qu'elle comprend des pays non-

européens du point de vue géographique, et qu'elle englobe des membres dont le fonctionnement démocratique laisse également à désirer.

La résolution prie la Commission européenne d'apporter un soutien effectif à des projets de mémoire, ainsi que les activités de la Platform of European Memory and Conscience. Le Parlement semble oublier que des universités et des instituts de recherche s'engagent dans ce domaine, voire qu'il existe des projets financés par l'UE, comme Europeana. Il relève également d'une certaine ironie que précisément cette plateforme surgit dans le texte. En effet, elle avait publié un rapport critique sur la Maison de l'histoire européenne en octobre 2017. Bien que chaque musée puisse être légitimement critiqué, ce rapport, très controversé d'ailleurs, contient des critiques qui indiquent l'orientation politique dont elles étaient issues. Ainsi, les auteurs du rapport reprochent au musée un biais marxiste, une attitude très négative envers le christianisme, une représentation très négative des nations qui sont „présentées comme la raison de base de la plupart des souffrances européennes – chauvinisme, xénophobie, fascisme et nazisme“. Le colonialisme serait présenté de façon trop déséquilibrée, puisque l'Europe aurait offert au monde „un grand apport culturel et technique“. Les traces de l'esclavage, des cultures détruites, des peuples éliminés et déracinés donnent, pourtant, une autre

image de ce „grand apport“. D'autant plus qu'une telle approche ignore les mélanges et les transferts culturels.

Le rôle des historiens

En 1995, l'historien Michel-Rolph Trouillot a écrit que l'histoire est le fruit du pouvoir. Il a certes raison. En Europe, des gouvernements veulent imposer leur vision du passé à leur population; apparemment, cela a aussi atteint les institutions européennes. Avec le vote d'une résolution comme celle discutée dans cet article, le Parlement européen devient complice de narrations simplistes qui ne font pas justice à toutes les victimes des guerres et conflits du passé. Avec une telle résolution, le Parlement entrave une historiographie qui éluciderait toutes les perspectives sur la guerre, la perpétration de crimes et d'actes violents, la collaboration d'individus ou de groupes entiers, la multiplicité des expériences de la population civile et des victimes. En promouvant un passé édulcoré et des héros particuliers, le récit promeut une histoire qui ne correspond guère à la réalité.

C'est là que les historiens doivent intervenir. Ils ont un devoir dans notre société, celui de veiller au respect de la complexité, celui de permettre de donner une voix à des expériences multiples et variées, même contradictoires, et celui de promouvoir un esprit critique.